

International

Les Suisses n'aiment pas jouer avec le feu

DÉSARMEMENT Selon un sondage mené par l'institut Demoscope, ils sont 70% à souhaiter que la Confédération adhère au traité onusien d'interdiction des armes nucléaires, alors qu'une initiative populaire va être déposée mardi à la Chancellerie fédérale

STÉPHANE BUSSARD

Peu importent les menaces atomiques proférées par le président russe Vladimir Poutine dans le cadre de la guerre en Ukraine. Une majorité de Suisses sont favorables à ce que la Suisse signe et ratifie le Traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) adopté par les Nations unies en 2017 à New York. C'est le résultat d'un sondage réalisé en novembre par Demoscope sur un échantillon représentatif de 1000 personnes et que *Le Temps* présente en exclusivité. L'enquête d'opinion est sans appel: à la question «Etes-vous favorable à ce que la Suisse adhère au TIAN?», 46% des sondés disent clairement oui et 24% plutôt oui pour un total d'avis favorables de 70% alors que les personnes interrogées sont 18% au total à exprimer un «non».

Cet état des lieux n'est pas sans importance. Mardi 23 décembre, ICAN (la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires), ONG genevoise nobélisée en 2017 ainsi que l'Alliance pour l'interdiction des armes nucléaires déposeront à la Chancellerie fédérale une initiative ayant récolté 135 000 signatures afin que le peuple se prononce sur l'adhésion au TIAN.

Aucun Röstigraben

Que les personnes interrogées vivent en Suisse alémanique ou en Suisse romande, en ville, dans une agglomération ou à la campagne importe peu. Les Suisses ont en majorité le sentiment qu'il paraît raisonnable d'interdire l'une des armes de destruction massive les plus dévastatrices que l'humanité ait jamais conçue. La dévastation des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945 par des bombes nucléaires lâchées par les Etats-Unis peut paraître lointaine, la peur d'un cataclysme atomique



Tir d'essai du missile balistique intercontinental russe Sarmat, capable d'emporter une dizaine d'ogives nucléaires. (PLESETSK, 24 AVRIL 2022/IMAGO)

demeure. En Suisse alémanique, 69% des sondés disent «oui» et «plutôt oui» à une ratification du traité. En Suisse romande, le pourcentage monte à 72%: 70% des citadins de tout le pays sont en faveur du TIAN et 67% des habitants de la campagne. Peu de différence aussi entre hommes et femmes, les premiers étant 51% à dire «oui» et 22% à dire «plutôt oui», les femmes étant respectivement 41% et 27% à être favorables au traité international. En termes d'âges, les plus de 55 ans (74%) plébiscitent une interdiction des armes nucléaires même si les jeunes entre 15 et 34 ans sont tout de même 67% à plaider pour une adhésion.

D'habitude, les questions liées à l'armement sont plutôt tranchées

Les résultats les plus étonnants du sondage sont à la droite de l'échiquier politique

de manière claire entre la gauche (défavorable) et la droite (favorable). Le sondage de Demoscope ne manque toutefois pas de surprendre. Les résultats les plus étonnants sont à la droite de l'échiquier politique. Parmi les électeurs de l'UDC, 26% disent «oui» et 25% disent «plutôt oui» pour un total de

51%. Chez les électeurs du PLR, le pourcentage total des sondés favorables au traité est de 68% (35% + 33%), chez ceux du Centre, il est de 78% (40% + 38%). A gauche, les scores sont plus attendus: les électeurs verts et socialistes sont 92% (77% + 15%) à vouloir que le Conseil fédéral approuve le traité onusien.

A l'aube du dépôt de l'initiative, ces résultats devraient interpellier l'exécutif fédéral. L'an dernier, il avait refusé de s'exprimer définitivement sur le sujet. Or, en 2017, au siège des Nations unies à New York, les diplomates helvétiques avaient voté en faveur de l'adoption du traité. Et en 2018, les deux Commissions de politique extérieure du Conseil national et du Conseil des Etats avaient approuvé

une motion du socialiste genevois Carlo Sommaruga exhortant le gouvernement à signer et ratifier le TIAN. Mais celui-ci a préféré décider de ne pas décider. Cette fois toutefois, c'est le peuple qui tranchera à sa place.

Refus des Etats nucléaires

Pourquoi cet attentisme du gouvernement? ICAN croit en connaître les raisons. Les puissances nucléaires attestées par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), en particulier les Etats-Unis et la France, ont exercé des fortes pressions sur Berne pour qu'il n'adhère pas au TIAN. Le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du Département fédéral des

affaires étrangères, n'a jamais montré un grand enthousiasme envers le traité onusien contrairement à ses prédécesseurs Micheline Calmy-Rey et Didier Burkhalter. Une enquête avait d'ailleurs été menée à l'interne pour vérifier si le traité d'interdiction était compatible avec le TNP. Des voix à Berne semblaient dire que le TIAN serait de nature à affaiblir le régime de non-prolifération dont le maintien est une priorité pour la Suisse. Or, précise Florian Eblenkamp, chargé du plaidoyer à ICAN, tous les Etats membres du traité onusien sont également parties au TNP. A ce jour, 74 Etats ont ratifié le TIAN, 95 autres l'ont signé dont 25 ont lancé des procédures de ratifications.

Aucun Etat nucléaire officiel (reconnu par le TNP), ni aucune puissance nucléaire non officielle n'entendent signer le traité. Le rapprochement de la Confédération avec l'OTAN entamé de manière plus volontariste sous la conseillère fédérale Viola Amherd n'est pas étranger aux réticences du Conseil fédéral. Florian Eblenkamp le souligne pourtant: une coopération accrue de la Suisse avec l'OTAN n'entrave en rien une ratification du traité d'interdiction. L'Irlande, l'Autriche et Malte sont tous trois Etats parties du TIAN, mais coopèrent étroitement avec l'OTAN. «Ce traité, conclut-il, s'inscrit pleinement dans la tradition humanitaire de la Suisse.»

La votation sur le sujet n'aura sans doute pas lieu avant 2028-2029. Entre-temps, il y aura les élections fédérales de 2027 lors desquelles le PLR n'est pas sûr de conserver son deuxième siège. Or tant l'UDC, qui voit dans le TIAN une manière de se tenir à l'écart de l'OTAN, que le Centre semblent plus prompts à aller dans le sens du peuple en faveur du traité de l'ONU. ■